

Je lis les nouvelles de « [la Grèce au bord de l'effondrement financier](#) », et cette « information » m'inspire ce commentaire :

Le gouvernement grec devrait reprendre, d'autorité et d'urgence, le droit de créer lui-même la monnaie dont son peuple a besoin.

=====

Un État digne de ce nom NE PEUT PAS être endetté (et encore moins être en faillite).

Un État digne de ce nom n'emprunte pas l'argent dont sa population a besoin : il la crée, lors de ses dépenses.

(Et il détruit la monnaie qu'il voit revenir via les impôts, qui sont ses recettes.)

Chaque citoyen avisé devrait connaître la piste émancipante du « [Chartalisme](#) ».

=====

L'abandon de la création monétaire aux banques privées est à la fois une trahison (par nos prétendus « représentants ») et une catastrophe politique durable : un sabotage de la souveraineté populaire.

Mais ce n'est pas du tout une fatalité : une fois au pouvoir, il suffirait d'une volonté politique réelle pour s'émanciper des marchés financiers. **Créateurs monétaires, nous n'aurions plus besoin de l'argent des riches.**

Le gouvernement grec devrait fuir les griffes de ses bourreaux.

La dépendance des puissances publiques envers les marchés financiers est une construction politique (contraire à l'intérêt général), pas une loi immuable.

Ce que les banquiers font aux Grecs est un laboratoire (antisocial), et nous devrions tous nous sentir concernés et menacés : comme en bien d'autres matières, nous n'avons pas de problèmes techniques (nous avons bien des solutions), nous avons UN problème politique : nous n'avons pas de représentants. Nous devrions réfléchir dès aujourd'hui, avant que les banquiers nous assassinent à notre tour, aux alternatives monétaires capables de nous émanciper des ultra-riches.

Je ne comprends pas pourquoi les Grecs restent dans l'euro et dans l'UE. De la part de gens qui disent défendre le peuple, c'est incompréhensible.

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10153231263582317>

[Édit :

Sur une question ([facebook](#)) relative à la difficulté liée au contexte international qui impose leur valeur aux monnaies, j'ai répondu ceci :]

1) La dépendance de la valeur d'une monnaie envers les spéculateurs (nationaux et internationaux) n'est possible QUE SI l'État laisse acheter et vendre sa monnaie comme une vulgaire marchandise.

=====

Mais un État digne de ce nom peut très bien l'interdire !

=====

2) En dehors de la spéculation, la valeur de la monnaie dépend des équilibres (ou des déséquilibres) de la balance des paiements : IL FAUT ABSOLUMENT ÉQUILIBRER TOUTES LES BALANCES COMMERCIALES pour calmer la folie des monnaies.

Il faut ainsi pénaliser (très lourdement) les prédateurs que sont les exportateurs nets (en taxant de taux confiscatoires toutes leurs exportations excédentaires).

Voir le projet mondial (tout à fait essentiel et à connaître absolument) de la CHARTE DE LA HAVANE (1948) :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Charte_de_La_Havane

3) Faute d'accord international de ce type, si la Grèce n'arrive pas à équilibrer ses échanges commerciaux (comme ce sera probablement le cas), elle devra de temps en temps DÉVALUER.

ET CE QUI N'EST PAS UN DRAME (sauf pour les riches qui cessent alors, pour quelque temps, de s'enrichir sans travailler), tout le monde dévalue de temps en temps, depuis toujours.

En empêchant les États de dévaluer leur monnaie, l'euro condamne tous les pays à procéder aux ajustements internationaux en baissant les SALAIRES (toujours le même enjeu central de la lutte des classes que sont nos salaires ; toujours l'incroyable cupidité des ultra-riches), ce qui est une félonie !

IL FAUT SORTIR DE L'EURO ET DE L'UE.

Rappel 1 : **pourquoi il ne faut surtout pas rembourser la dette publique :**

<http://youtu.be/xszWsFEehQg>

Rappel 2 : l'excellent documentaire commenté sur la « crise » grecque, « **Dédale, un fil vers la démocratie** », peut se voir sur Preuves-par-image (et il est conseillé de télécharger avant qu'il ne soit retiré) :

<http://preuves-par-images.fr/#/dedale-un-fil-vers-la-democratie>